

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 28/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 30/04/2024**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

### **CHEZINE LOIRE ENERGIES D'AVENIR**

36 rue du Jamet  
44100 Nantes

**Références :** N4-2024-500  
**Code AIOT :** 0006301328

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2024 dans l'établissement CHEZINE LOIRE ENERGIES D'AVENIR implanté 36 RUE DU JAMET 44100 NANTES. L'inspection a été annoncée le 30/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHEZINE LOIRE ENERGIES D'AVENIR
- 36 RUE DU JAMET 44100 NANTES
- Code AIOT : 0006301328
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CLEA exploite rue du Jamet à Nantes une chaufferie urbaine, qui alimente le réseau de chaleur des quartiers Bellevue et Dervallières de la ville de Nantes.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/01/2021, article 7.2.5	Demande d'action corrective
4	Dispositif de coupure gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59	Demande d'action corrective
6	Respect des VLE dans les rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 06/01/2021, articles 3.2.2 et 3.2.4	Demande d'action corrective
7	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 06/01/2021, article 7.5.5	Demande d'action corrective

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 56
3	Dispositif de détection gaz	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 55

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que le risque foudre, la détection gaz et les extincteurs sont suivis et conformes à la réglementation. Elle a en revanche identifié plusieurs points devant faire l'objet d'actions correctives :

- les observations figurant dans les rapports de contrôle des installations électriques, qui mentionnent le risque d'incendie et d'explosion, n'ont pas été suivies depuis 2021 et l'exploitant n'a pas levé ces observations. Il s'est engagé à le faire avant la saison de chauffe 2024-2025 ;
- des procédures sont à formaliser, telles que celle pour la rétention des eaux d'extinction d'incendie ;
- la totalité des paramètres fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation doit être mesurée dans les rejets atmosphériques.

## 2-4) Fiches de constats

### N°1 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2021, article 7.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente les documents des derniers contrôles : - pour les chaudières gaz, le rapport de vérification et l'attestation Q18 (Veritas, 30/11/23). L'attestation Q18 mentionne un danger de risque incendie, déjà signalé en 2021. Le rapport comporte 12 observations, qui avaient toutes déjà été signalées en 2021 ou 2022. L'exploitant présente un tableau de suivi de ces 12 observations, afin de les lever dans les prochains mois. Pour le moment, seule une observation a été levée. - pour la cogénération, le rapport de vérification et l'attestation Q18 (Veritas, 25/01/23). L'attestation Q18 mentionne un danger de risque incendie, nouvellement signalé. Le rapport comporte 7 observations, dont 5 déjà signalées. Selon le tableau de suivi, 3 observations ont été levées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit lever les observations signalées depuis 2021 dans les rapports de vérification des installations électriques. Il justifie auprès de l'inspection des installations classées de la levée de l'ensemble des observations qui concernent un risque d'incendie (facture de réalisation des opérations de mise à niveau des installations électriques puis rapport de vérification électrique 2024). Pour la cogénération, le dernier contrôle datant de plus d'un an, l'exploitant doit réaliser un nouveau contrôle dans les meilleurs délais.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

### N°2 : Risque foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 56
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente le rapport de vérification des installations de protection contre la foudre (Veritas, 12/07/23). Ce rapport ne relève aucun écart.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N°3 : Dispositif de détection gaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> Surveillance et réseau de détecteurs. L'exploitant tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.
<b>Constats :</b> Pour les chaudières gaz, l'exploitant a procédé en 2023 au remplacement de sa centrale de détection. Il présente le rapport d'intervention correspondant (GfG, 12/09/2023). La vérification du système de détection sera faite en 2024. Pour la cogénération, l'exploitant présente le rapport de vérification (Secauto, 19/10/2023), qui ne comporte aucune non-conformité ou observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N°4 : Dispositif de coupure gaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé : - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ; - à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.
<b>Constats :</b> La présence du dispositif de coupure est constatée à l'extérieur pour le bâtiment des chaufferies gaz et pour le bâtiment des moteurs de cogénération. Cependant, la signalisation et l'indication du sens de manœuvre font défaut.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit procéder à la signalisation des vannes de coupure et entretenir régulièrement les abords (la vanne était cachée par la végétation le jour de l'inspection)</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

### N°5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 55
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

**Constats :**

L'exploitant présente le rapport de vérification des extincteurs (Desautel, 24/10/23).

Le remplacement effectif des extincteurs n°18, 20 et 25, mentionnés en fin de rapport, est constaté lors de la visite terrain.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°6 : Respect des VLE dans les rejets à l'atmosphère**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/01/2021, article 3.2.2 et 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Émissions atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Les conduits de chaque appareil de combustion sont indépendants. L'exploitant aménage les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques [...] de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.

Respect des VLE :

- chaufferie gaz n°2 : NOx et CO
- chaufferie gaz (FOD en secours) n°3 : NOx, HAP et COVNM
- cogénération : NOx, CO et formaldéhydes

**Constats :**

L'exploitant présente les rapports de contrôle de rejets atmosphériques :

- chaudières gaz : Veritas, 23/01/2024 ;
- cogénération : Veritas, 23/01/2024.

Les résultats ne comportent aucun dépassement de valeur limite d'émission.

En revanche, les analyses en sortie de la cogénération portent sur les NOx et le CO mais ne portent pas sur les formaldéhydes.

De plus, seules les émissions en sortie du moteur n°3 sont analysées, les conduits d'évacuation des 3 autres moteurs n'étant pas équipés pour permettre des prélèvements.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit réaliser une mesure des formaldéhydes en sortie des moteurs de cogénération.**

**L'exploitant doit réaliser les mesures sur chaque conduit d'évacuation des moteurs de cogénération ; dans ce cadre, il doit réaliser des modifications permettant la mesure des émissions atmosphériques dans chacun des conduits.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**N°7 : Protection des milieux récepteurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/01/2021, article 7.5.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, protection des eaux superficielles

**Prescription contrôlée :**

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés au sous-sol de la chaufferie qui assure les fonctions de bassin de confinement, étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 500 m³.

L'exploitant dispose de tampons obturateurs qui permettent d'isoler complètement le site. Ce dispositif est accompagné d'une procédure de mise en œuvre.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, le dispositif de tampons obturateurs était présent mais n'était pas identifié et ne disposait pas de procédure. Les matériels nécessaires à sa mise en œuvre étaient stockés dans des endroits distincts.

Les personnes qui assurent des astreintes ignoraient l'existence de ce dispositif.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit regrouper et identifier les équipements nécessaires au dispositif d'obturation. Il établit une procédure et s'assure qu'elle est connue du personnel présent sur site.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective